



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

**Arrêté n° 2024 – 92 MD
portant mise en demeure
à l'encontre de la Métropole Aix Marseille Provence
pour l'exploitation de l'ISDND Vallon du Fou
à Martigues**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation, n° 2-2009 A du 9 février 2009 portant autorisation pour la communauté d'agglomération Ouest Étang de Berre (CAOEB) d'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux, une déchetterie, une installation de compostage sur le territoire de la commune de Martigues au lieu-dit « Vallon du Fou » ;

Vu la visite d'inspection inopinée en date du 19 février 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 22 mars 2024 ;

Vu la transmission du 25 avril 2024 au titre de la procédure contradictoire ;

Vu les éléments transmis par l'exploitant par courriels des 20 et 26 février 2024 concernant l'avancement du nettoyage des abords du site ;

Considérant que lors de la visite inopinée en date du 19 février 2024, suite à des plaintes de riverains à propos d'envols de déchets et d'odeurs, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- des envols de déchets en grande quantité sont visibles à l'extérieur du site coté Sud-est dans le secteur de la vigie. Ces déchets sont disséminés dans la végétation au sol et dans les arbres, dans un espace naturel fréquenté par le public ;
- la clôture d'enceinte du site est endommagée sur quelques mètres ;
- les conditions de dépotage des déchets ne sont pas optimales le jour de la visite, par un vent fort de Nord-ouest ;

Considérant que d'après l'exploitant, ces envols de déchets sont présents depuis plusieurs mois, au moment où l'exploitation se déroulait dans la zone Sud Est de l'alvéole ;

Considérant par ailleurs que des opérations de nettoyage sont en cours depuis le 8 février 2024 d'après l'exploitant, avec la mobilisation de 16 personnes affectées à cette tâche depuis le 19 février 2024, l'objectif étant le nettoyage complet de la zone telle que schématisée dans les éléments transmis par courriel du 20 février 2024 susvisé ;

Considérant qu'il convient d'encadrer dans le temps la campagne de ramassage en cours afin de minimiser l'impact sur l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.3.1 et 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 susvisé ;

Considérant que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Métropole Aix Marseille Provence de respecter les prescriptions des articles 7.3.1 et 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 :

La Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de MARTIGUES est mise en demeure,

- **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté du 9 février 2009 qui stipule :

«[...] Les installations de la déchetterie, de la plate-forme de compostage et de stockage de déchets sont chacune efficacement clôturées (clôture haute de 3 m minimum) sur la totalité de leur périphérie.[...]»

- de respecter les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté du 9 février 2009 qui stipule :

« L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les envols, la formation d'aérosols et les émissions de poussières.

Pour les envols et notamment après les périodes de vents forts, des dispositions sont prises pour déclencher au plus vite les opérations de ramassage. [...] »

À cet effet, l'exploitant réalise les campagnes de ramassage conformément aux zones définies dans le plan en annexe au présent arrêté. Les rapports d'intervention hebdomadaires sont transmis à l'Inspection à l'avancement.

- **dans un délai d'1 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de transmettre un plan d'actions assorti d'un échéancier permettant de respecter en tout temps les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.

Ce plan d'action présentera les mesures de renforcement mises en œuvre et/ou prévues notamment en termes d'exploitation (nouveau matériel, procédure de déchargement des FMA, ...) et d'organisation pour le ramassage des envols à l'extérieur du site.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MARSEILLE, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la Métropole Aix Marseille Provence et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Article 5 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Martigues,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,


et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

9 JUL. 2024

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Cyrille LEVELY